



HAL
open science

Des lignes de clivage

Christiane Vollaire

► **To cite this version:**

Christiane Vollaire. Des lignes de clivage. Chimères : revue des schizoanalyses, 2020, 96, 10.3917/chime.096.0127 . hal-04053445

HAL Id: hal-04053445

<https://hal.science/hal-04053445>

Submitted on 31 Mar 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

DES LIGNES DE CLIVAGE

Christiane Vollaire

ERES | « Chimères »

2020/1 N° 96 | pages 127 à 134

ISSN 0986-6035

ISBN 9782749267227

Article disponible en ligne à l'adresse :

<https://www.cairn.info/revue-chimeres-2020-1-page-127.htm>

Distribution électronique Cairn.info pour ERES.

© ERES. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Des lignes de clivage

À la rentrée 2019, les membres de l'Université de Cergy-Pontoise recevaient une sorte de document pédagogique sur les « attaques terroristes », leur expliquant la différence entre une « menace exogène » et une « menace endogène ». La première se rapportait aux attentats « type Bataclan » (du 13 novembre 2015, commis par des éléments extérieurs), la deuxième aux attentats « type Préfecture de police » (du 3 octobre 2019, commis par un agent spécialiste de l'informatique à la Préfecture). C'est ce second événement, survenu dix jours avant le courrier envoyé aux personnels de l'Université, qui donnait l'occasion de cet « Appel à la vigilance » et de ces explications différentielles. On y apprenait ainsi que « la prévention de la menace endogène repose en grande partie sur la vigilance de tous ».

Le « tous » désignait ici une communauté parfaitement excluante, puisque les indices excitant la vigilance s'identifiaient à ceux d'une pratique de l'islam. La parfaite assimilation entre affiliation musulmane et risque terroriste était ainsi établie. Et l'on peut noter que, quinze jours après ce courrier, l'attentat commis à Bayonne par un ancien candidat

Christiane Vollaire est philosophe, chercheuse associée au Centre de Recherche sur le Travail et le Développement du CNAM. Membre du programme Non-lieux de l'exil (Institut Convergences Migrations, EHESS), Membre de la rédaction de la revue Chimères, elle a publié récemment *Pour une philosophie de terrain*, Editions Créaphis, 2017.

du Front National contre une mosquée ne donnera lieu à aucune inquiétude sécuritaire, ni au moindre appel à la vigilance sur la radicalisation fasciste.

Qui est « tous », et de qui ce « tous » doit-il devenir étranger, est donc la double question qu'on voudrait poser ici.

Une « société de vigilance » ?

Cette « vigilance » qui, selon un discours récent tenu à la tête de l'État, doit qualifier la norme exclusive du comportement social, est donc supposée, dans le courrier reçu par le personnel de Cergy, s'exercer à partir du repérage d'un certain nombre de « signaux faibles » (entendre : des indices qui, bien qu'ils semblent relativement banals et peu éloquents, sont cependant devenus porteurs d'une lourde charge de risque). Et ces « signaux faibles » portent tous, sans exception, sur ce qui est supposé désigner, aux yeux du public, une pratique religieuse musulmane, c'est-à-dire par définition étrangère aux pratiques dominantes : « port d'une djellaba » ou d'un « pantalon dont les jambes s'arrêtent à mi-mollet » (!), ou d'une « barbe sans moustache » pour les hommes, « port d'un voile ou d'un niqab » *pour les femmes. Mais aussi en vrac* : « arrêt de consommation de boissons alcoolisées », ou « arrêt de faire la fête » (!) ou de « consommation de nourriture à base de porc », personne « qui ne dit plus bonjour », « qui n'embrasse plus ou ne serre plus la main », « intérêt soudain pour la religion » (*inutile de préciser laquelle...*), « intérêt soudain pour l'actualité nationale et internationale », « fréquentation d'individus radicalisés », etc. Mais aussi « refus de l'autorité des femmes », ou « remise en cause du contenu des enseignements ». Laissant en outre entendre qu'un regard critique porté sur la transmission des savoirs rend d'emblée suspect. Ainsi la désignation des « signaux faibles » nous donne-t-elle des signaux très forts, voire assourdissants et aveuglants – au sens le plus tragiquement littéral – de ce que devient un pouvoir politique qui prétendait s'opposer à la menace fasciste de l'extrême droite.

L'auteur du courrier se présentait sous quatre titres : Directeur de la DHSE, Conseiller de prévention, Fonctionnaire Sécurité Défense, Référent radicalisation. De cette DHSE (Direction Hygiène Sécurité Environnement), rattachée à plusieurs pôles universitaires, le mandat semble

essentiellement sécuritaire, l'hygiène et l'environnement ayant assez peu de rapport avec ses attributions principales. Le responsable à Cergy est un Fonctionnaire Sécurité Défense, c'est-à-dire un policier. Mais il est aussi « référent radicalisation », ce dernier terme ne s'appliquant jamais à un autre type de radicalité que celui dont la forme est religieuse, l'option « islamiste » et les pratiquants, dans leur majorité, « issus de l'immigration ».

Le 3 juillet 2019, trois mois avant le courrier envoyé par le directeur de la DHSE aux membres de l'Université de Cergy, s'était tenu à Bobigny un colloque international intitulé « Mécaniques de l'extrémisme violent : leçons d'une expérience et d'une logique comparative », dont l'argument se présentait ainsi :

Depuis 2015, dans un contexte social et politique français marqué par l'urgence, les perspectives des études sur l'extrémisme violent se sont polarisées sur la « radicalisation » dite « djihadiste ». Mais, l'actualité le démontre, différentes violences extrêmes se déploient sous des formes aussi discrètes que spectaculaires, dont des violences politiques et/ou xénophobes. D'autres pays articulent, d'ailleurs, ces différentes expressions de la « radicalisation » violente, dans leurs actions de prévention. La visée de ce colloque est de porter un regard croisé sur les mécaniques de l'extrémisme violent, à partir de la restitution de notre action-recherche.

Ici, très clairement, il s'agissait de faire varier la focale et de constater d'une part que l'extrémisme violent n'est nullement l'apanage exclusif du « terrorisme islamiste », et d'autre part que celui-ci lui-même trouve ses racines dans d'autres formes de violence, que l'on doit interroger si l'on veut, précisément, le prévenir. Mais la veille de l'ouverture, l'association organisatrice de ce colloque recevait un coup de fil du ministère de l'Intérieur, lui intimant l'ordre d'interdire de parole l'un de ses responsables, le sociologue Saïd Bouamama¹, qui travaillait depuis quatre ans à l'orga-

1. Saïd Bouamama est l'auteur, entre autres, de *Figures de la Révolution africaine*, paru à la Découverte en 2014, sur lequel une recension a été publiée dans le n° 83 de *Chimères* sur les « Devenirs révolutionnaires ».

nisation de cette rencontre internationale et au long temps de recherche dont elle était l'aboutissement. Durant la semaine précédente, une tribune de « Français de souche » parue dans *Le Figaro*, une autre parue dans *Valeurs actuelles* et une lettre ouverte du second du Rassemblement National avaient appelé à cette interdiction. Et c'est sur ces trois pressions conjuguées de l'extrême-droite raciste qu'un pouvoir, supposé élu pour lui faire barrage, avait cédé.

Sous occupation ?

La période actuelle pourrait ainsi se vivre sous l'analogie d'une période d'Occupation, dans laquelle le pouvoir est usurpé par des étrangers à la cause commune, plaçant le pays sous tutelle et le contraignant à ne produire que ce qui sert à le détruire. Tout en pratiquant une politique de ségrégation et d'encampement pour les « indésirables ». Les interventions, plus clairement visibles, de la « troïka » des Banques européennes et mondiales en Grèce en seraient un paradigme.

L'usage des armes de guerre pour terroriser un peuple et faire taire sa colère, l'usage massif de la police pour le contrôler et le contraindre (dans les quartiers populaires en particulier), et de l'administration judiciaire pour l'enfermer et l'intimider, l'usage des médias de masse pour le désinformer, l'appel à la délation, sont autant de signes dont l'extension massive connote et réactive ce qui peut s'apparenter à un traumatisme d'Occupation.

Dans la question des migrations, une résistance nouvelle est provoquée par le traitement des migrants. Leur présence suscite dans tous les pays « d'accueil » des appels à la désobéissance civile contre toutes les formes juridiques d'un délit de solidarité, demeuré dans les faits en dépit même de sa dénonciation par le Conseil constitutionnel. On peut y voir autant d'indices majeurs d'une inversion du devenir-étranger. La conscience que ceux qui sont à la tête du pays sont devenus des occupants, des sortes d'Alien dont les avatars peuvent se repérer dans toutes les occurrences de « réformes » qu'ils mettent en œuvre à l'encontre de tout ce qui peut faire *socius*. Et il devient de jour en jour plus évident que ce pouvoir-là doit être combattu par ceux qui le subissent, s'ils veulent pouvoir survivre.

Les exilés actuels, par la conjugaison de la violence économique et de la répression policière qu'ils ont subies dans leurs pays d'origine, sont bel et bien des figures d'opposants politiques. Et les standards mêmes de l'OFPRO (Office Français de Protection des Réfugiés et Apatrides) les poussent à le revendiquer, puisqu'on mesure la légitimité de leur demande d'asile aux traces des tortures qu'ils ont subies et à la crédibilité du récit de leur martyre.

Être sans papiers, être clandestin, renvoie clairement à l'histoire politique française du milieu du xx^{ème} siècle, à la fois de l'exposition à l'extermination et du passage à la lutte armée contre l'occupant. Être considéré comme ennemi intérieur ou comme indésirable, devient alors l'indice d'un authentique désir de liberté, violenté par un système de gouvernamentalité désormais globalisé. Et dans ce système, les pouvoirs qui ont poussé les migrants à la fuite et ceux qui leur refusent l'accueil sont singulièrement apparentés. De même que la précarisation des travailleurs sédentaires est singulièrement apparentée à la clandestinisation des travailleurs migrants, dont elle est le pendant dans une organisation globale de l'exploitation du travail.

Dans une pensée de la modernité qui prétend revendiquer la valeur du travail (sa « glorification » selon la formule nietzschéenne) et le mérite qui y est attaché, comment un pouvoir politique pourrait-il revendiquer le mépris économique affiché contre cette valeur, autrement qu'en se comportant en ennemi étranger à sa propre culture ? En occupant abusif d'un territoire dont il ne représente pas la population ?

Les discriminations envers les migrants, au niveau du travail comme au niveau de « l'accueil », recourent ainsi clairement les appels à la délation sur repère des « signaux faibles », convoquant d'autres formes de ségrégation dans l'espace social.

Un agencement en contrepoints

Une voix dit : « La race ne m'intéresse pas ».

Une autre : « La question n'est pas la réalité de la race, mais que des gens y soient assignés, et soumis à la racisation ».

Une autre : « La race, je ne veux pas en entendre parler, il n'y a pas de race ».

Une autre : « Mais il faut parler de décolonial ».

Une autre : « La colonisation, il y a longtemps que c'est fini, ça sent le moisi ».

Une autre : « On est obligés d'analyser l'émergence de la décolonisation ».

Une autre : « Je suis contre le sujet de la race ».

Une autre : « Dans ma pratique avec les toxicos, la question de la race est majeure. La guerre à la drogue cible les Noirs et les Maghrébins. C'est une spécificité internationale, et j'y suis confrontée ».

Une autre : « La décolonisation, la race, c'est pas important et pas intéressant ».

L'autre voix qui s'élève alors disparaît derrière un claquement de porte : « À Saint-Denis et dans certains quartiers, tout le monde sait très bien ce que c'est que la race. On en est victime au quotidien. Je ne supporte plus d'entendre ça ».

Du silence qui suit s'élève une autre voix : « La question de la race occulte la question de la classe ».

Une autre : « La race doit être prise par le biais clinique ».

Puis une autre, qui s'est tue jusqu'à présent, se fait entendre :

On est dans *Les Trois Écologies*. On est plongés dedans au quotidien. Je vis avec deux ou trois Africains et un Tibétain. La violence de la décision française, il faut qu'on en parle. L'État raciste, c'est hyper-violent. C'est pas du tout une mode. On inhibe le social par la race. Et toute cette discussion-là, il faut qu'on l'ait. Qu'on voie s'il en ressort des choses qui peuvent être écrites et étudiées.

Mes fils sont chiliens, et ils parlent de décolonisation tout le temps. Moi, je suis née ici et je m'appelle « de Machin-chose », alors, tu parles d'un truc.

Devenir étranger ? À sa famille ? À son propre nom ? À un État qui discrimine ses propres enfants parce qu'ils sont chiliens ? À un quartier où les tentes prolifèrent sur le trottoir en plein hiver ? À une police qui en confisque régulièrement le contenu et en tabasse les occupants ? À un groupe de travail au sein duquel passent les lignes de fractures et les écarts du dissensus ? Ceux qu'on héberge et dont on ne parle pas la langue maternelle, ceux auxquels on a fait place, difficilement, dans son intérieur, et avec lesquels on partage la salle de bains et la cuisine quotidienne, ceux avec lesquels on va tenter de déchiffrer les arcanes des bureaucraties mortifères, ceux pour qui on s'inquiète de savoir où il faudra aller les chercher ce soir. Ceux-là, quels que soient leurs destinées et les secrets qu'il leur faut garder et qu'on ne partagera jamais, sont-ils devenus des proches ? Et de quelle proximité ?

Ceux que leur couleur expose à la violence, quelle violence est-on prêt à subir pour les en protéger ? Et dans cette violence qu'ils subissent, de quelle part se sent-on menacé, et de quelle part, protégé ?

De quelles histoires sommes-nous les héritiers et quelle part nous est-il nécessaire d'oublier ? Arendt introduisait *La Crise de la culture*, publié en 1972, par cette formule de René Char :

Notre héritage n'est précédé d'aucun testament.

Et la même année, *L'Anti-Ceïpe* posait, en des termes que Frantz Fanon n'aurait pas reniés, la question de l'inscription sociale et mentale de l'ex-colonisé (de première ou de énième « génération ») sur les terres du colonisateur :

Est-ce cela, le moyen « de se situer personnellement dans sa propre société » ? Et quelle société ? La société néo-colonisée qu'on lui fait, et qui réussit enfin ce que la colonisation n'avait fait qu'esquisser, un effectif rabattement des forces du désir sur Ceïpe, sur un nom de père, dans le grotesque triangle ^{2?}

2. G. Deleuze et F. Guattari, *Capitalisme et schizophrénie 1. L'Anti-Ceïpe*, Paris, Les Éditions de Minuit, 1972, p. 205.

Que « tous » ne soit personne, et qu'un commun défiguré ne puisse se reconfigurer qu'à partir du multiple, nous dit exactement de quelles diffractions nous sommes tributaires et quelles « méésententes » (au sens ranciérien de ce qui fait le politique) sont nécessaires au paiement de ce tribut.

C'est sans doute à éprouver ces formes différenciées de l'étrangeté que quelque chose qui ressemble à un « nous » pourrait émerger, si prendre le « nous » par ses fractures pouvait être un exercice de schizo-analyse. Un « nous » d'abord polémique, tourné en machine de guerre contre les ségrégations massives que tout, dans le contemporain, le pousse à reconduire. Un « nous », pour cette raison, vigilant à se savoir aussi étranger à soi-même.